



**A
VENIR**

Le pont Chaban fermé

Le pont Jacques-Chaban-Delmas sera fermé cette nuit de 23 heures à 2 heures du matin. D'autres fermetures sont prévues les deux nuits suivantes, de 23 heures à 5 heures du matin.



EN VUE

Danièle Thiéry en dédicace

Auteur de la série télévisée « Quai n°1 » et de polars souvent récompensés, Danièle Thiéry présente son dernier ouvrage, « Échanges », vendredi 25 avril à 18 h 30 à La Machine à Lire.

AGGLOPRATIQUE

QUALITÉ DE L'AIR

Mercredi	1 2	Très bon
	3 4	Bon
BON	5	Moyen
	6 7	Médiocre
4	8 9	Mauvais
	10	Très mauvais

Source : airaq.asso.fr

URGENCES

Centre 15/Samu. Tél. 15
Police/Gendarmerie. Tél. 17.
Sapeurs-pompiers. Tél. 18.
SOS médecins. Tél. 05 56 44 74 74.
Centre antipoison.
Tél. 05 56 96 40 80.
Urgence mains.
Tél. 05 56 79 56 79.

NUMÉROS UTILES

Allô enfance maltraitée. Tél. 119.
Accueil sans-abri. Tél. 115.
Infodroits. Tél. 05 56 45 25 21.
MDP Handicapés.
Tél. 05 56 99 69 00.
SOS femmes battues. Tél. 05 56 40 93 66.
SOS Amitiés. Tél. 05 56 44 22 22.
SOS suicide. Tél. 05 56 02 24 01.
Conseil général. Tél. 05 56 99 33 33.
Conseil régional. Tél. 05 57 57 80 00.
CPAM Gironde. Tél. 36 46.
EDF dépannage. Tél. 0 810 33 30 33.
Don du sang. Tél. 0 800 74 41 00.

PHARMACIES DE GARDE

■ **Ce soir de 20 h 30 à 22 heures**
Pour connaître la pharmacie de garde la plus proche de chez vous, composez le 3237 (serveur vocal, 34 cts d'euro la minute) ou sur le www.3237.fr

■ **Après 22 heures.** Se présenter dans les commissariats.

TRANSPORTS

Tram et bus de la CUB (TBC). Keolis Bordeaux, 25, rue du Commandant-Marchand.
Tél. 05 57 57 88 00, www.infotbc.com
SNCF. 36 35 (voyageurs) ou www.voyages-sncf.com
Aéroport Bordeaux-Mérignac.
Tél. 05 56 34 50 50, www.bordeaux.aeroport.fr

ADMINISTRATION

Préfecture-Mériadeck
rue du Corps-Franc-Pommies.
Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 15 h 30, liquidations, recherche dans l'intérêt des familles et élections.

« SUD OUEST »

Standard. Tél. 05 35 31 31 31.
Rédaction Bordeaux.
23, quai des Queyries, 33100 Bordeaux.
Tél. 05 35 31 31 31.
Fax: 05 35 31 26 79
gironde@sudouest.fr
Publicité. 23, quai des Queyries.
Tél. 05 35 31 27 05.
Fax. 05 35 31 27 09.
Distribution du journal à domicile.
Pour recevoir le journal sans supplément de prix, ou pour tout renseignement sur votre abonnement, un seul numéro: 05 57 29 09 33.



Les 21 000 mètres carrés seront transformés notamment en 180 logements, dont 65 % à caractère social. PHOTO ARCHIVES STÉPHANE LARTIGUE

Gironde Habitat met la main sur le site de Castéja

BORDEAUX D'abord institution pour sourdes et muettes, l'ancien commissariat central de police, près de la rue Judaique, va devenir un ensemble immobilier avec une partie en social

DENIS LHERM

d.lherm@sudouest.fr

Lancé l'an dernier, l'appel d'offres pour la cession par l'État du site de Castéja, l'ancien commissariat central de Bordeaux, a tourné hier en faveur du bailleur social Gironde Habitat et de son partenaire sur une partie de l'opération, le groupe Eiffage.

Déserté il y a une dizaine d'années par la police nationale lors de son installation dans un immeuble neuf du quartier de Mériadeck, le site historique de Castéja était dans l'attente d'une nouvelle vie, dans une ville où la pression sur le logement est forte. Un premier projet de reconversion avait été ajourné début 2013 en raison de l'arrivée de la loi Duflot sur le logement, qui laissait entrevoir de meilleures condi-

tions pour les acquéreurs potentiels. En juillet 2013, le vaste site immobilier de Castéja étant propriété de l'État, le préfet Michel Delpuech avait lancé un appel d'offres assorti d'un cahier des charges très précis, pour une deuxième tentative de reprise (lire ci-dessous). Pour bénéficier de la décote foncière de la loi Duflot, le repreneur devait réaliser une proportion importante de logements sociaux. Les obligations faisaient aussi état d'une école maternelle et d'un foyer de jeunes travailleurs.

Trois candidats

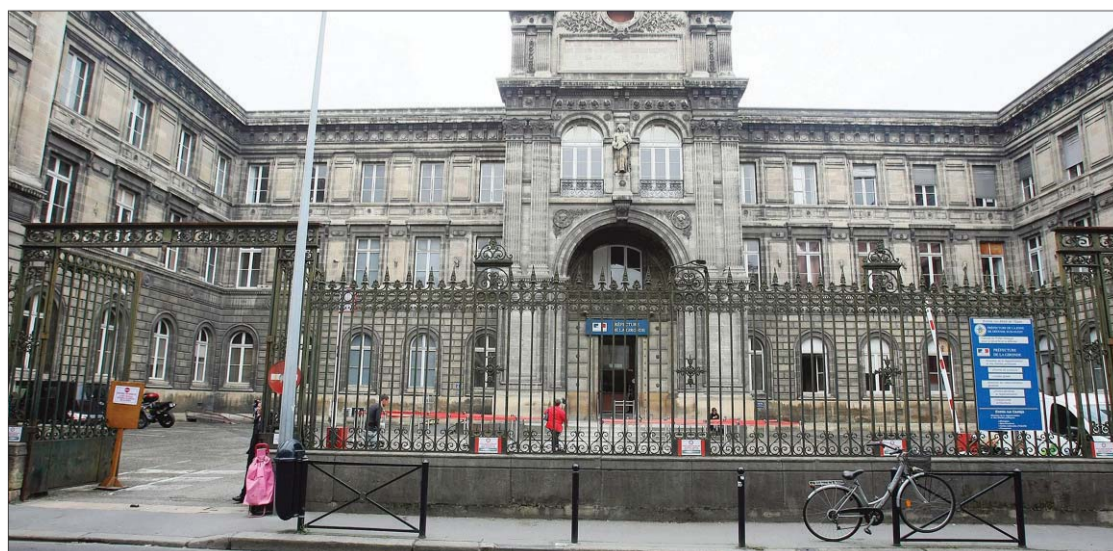
En janvier dernier, trois candidats étaient en lice pour mettre la main sur les 21 000 mètres carrés de Castéja: Aquitanis, Domofrance et Gironde Habitat. C'est ce dernier dont

l'offre a donc été jugée « la plus performante », selon un communiqué publié hier soir par la préfecture.

Constructeur de logements sociaux et très sociaux, l'office HLM Gironde Habitat a présenté une offre d'achat d'environ 12 millions d'euros, soit l'évaluation de France Domaines. Il emporte Castéja après une décote foncière d'un tiers de la valeur globale. Selon Sigrid Monnier, directrice de Gironde Habitat, « la décote n'est pas un cadeau, cela signifie que l'on peut acquérir un bien que l'on ne pourrait pas payer à son prix du marché sans la décote. On va y faire du social au même prix qu'ailleurs, mais pas au prix du marché de Bordeaux centre-ville. C'est une bonne opération en terme de mixité sociale et urbaine. » Au total, le projet de rénovation-construction

devrait atteindre une cinquantaine de millions d'euros.

L'opération en question, ce sont 180 logements dont 65 % à caractère social: 45 % en locatif social et 20 % en accession sociale à la propriété. Le reste sera en logement libre. Le cahier des charges impose aussi la construction d'un foyer de jeunes travailleurs (pour 45 places) et d'une école maternelle d'environ 1 700 mètres carrés. Prévue également, une résidence hôtelière. Le rôle d'Eiffage dans l'opération sera à préciser, car plusieurs partenaires interviendront sur le projet. Certaines parties se feront également sous le contrôle de l'architecte des Bâtiments de France, pour les parties classées du site, notamment une ancienne chapelle aujourd'hui en partie masquée.



Des services de la préfecture ont été les derniers à être hébergés dans l'ancien commissariat.

PHOTO ARCHIVES PHILIPPE TARIS

A travers les siècles

■ Construit entre 1860 et 1870, l'immeuble porte le nom d'un ancien maire de Bordeaux, Pierre Castéja, il a d'abord hébergé l'Institut national des sourdes et muettes. Réquisitionné comme caserne par les Allemands, il l'est ensuite par l'État pour y accueillir le commissariat central de Bordeaux. Fermé en 2003, le projet de sa mise en vente est provisoirement reporté et des services d'accueil de la préfecture s'y installent. Plusieurs offres d'achat seront ensuite rejetées à cause de leur faiblesse, jusqu'à ce qu'une loi de janvier 2013, qui encadre les cessions du public en vue de construire des logements sociaux, permette de rédiger un nouvel appel d'offres.